

L'EUROPE VUE DEPUIS LES YVELINES

Dans la perspective du développement de l'emploi

Dans le cadre de l'appel à propositions « Débats sur l'Europe » publié par la Représentation de la Commission européenne en France, la Maison de l'Europe des Yvelines (MdEY) a proposé un projet qui s'inscrit pleinement dans le cadre du « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat ». Après la réponse négative au référendum français, la Maison de l'Europe des Yvelines a observé, elle aussi, un phénomène d'interrogation et de crainte de l'avenir de la part des citoyens qui, quelque soit leur vote, souhaitent en savoir plus sur l'UE et être plus associés à son avenir.

L'objectif du projet a été d'organiser dans différentes villes des Yvelines des débats sur les thèmes qui préoccupent les Yvelinois. Trois grands thèmes ont été retenus :

La politique sociale européenne
L'environnement
La recherche et le développement

Le but de ces débats a été d'informer le grand public sur les principaux aspects des institutions de l'UE et sur l'impact actuel qu'a l'Union européenne sur notre pays et notre département au quotidien. Pour chacun des trois thèmes nous avons voulu :

- Faire s'exprimer le grand public sur ce qu'il pense de la situation actuelle, ce qu'il souhaite que l'Union Européenne fasse et ne fasse pas ;
- Faire dialoguer les participants en particulier les jeunes lycéens et étudiants avec des personnalités européennes et des personnalités politiques locales, régionales et nationales afin d'obtenir une meilleure compréhension mutuelle ;
- Impliquer des établissements scolaires dans chaque débat
- Cerner, à l'issue des débats les limites de ce que l'Europe peut et ne peut pas apporter
- Produire à la fin de chaque grand débat une ou plusieurs propositions concrètes, ayant le soutien d'une forte majorité des participants, à soumettre aux instances dirigeantes françaises et européennes. A cet effet un vote est organisé lors des débats.

ORGANISATION DES DEBATS

Les débats se sont déroulés dans 9 villes différentes pour être au plus près des Yvelinois. Les municipalités ont accueilli ces rencontres avec beaucoup d'intérêt. Elles ont mis à la disposition de la MdEY une logistique qui a permis de faire participer un maximum d'habitants de leur commune et des environs.

L'organisation des 9 rencontres a évolué au fur et à mesure des difficultés rencontrées notamment pour fixer le lieu le plus accessible, le jour et l'heure les mieux adaptés pour les jeunes, les personnes qui travaillent et tous les autres citoyens.

La durée moyenne des débats s'est située entre 2h30 et 3h, parfois 3h30 tant les questions étaient importantes.

Les échanges se sont poursuivis au cours des cocktails notamment avec les experts, les rencontres sont devenues effectives et de nouveaux projets ont émergé.

Sur l'ensemble des débats, près de 500 personnes ont assisté et participé, une vingtaine d'experts sont intervenus et une dizaine de personnalités politiques ont soutenu le projet par leur présence aux débats.

Selon toutes les feuilles de présences complétées pour chacun des neuf débats :

Nombre de femmes présentes	Nombre d'hommes présents
226	271
45,5 %	54,5 %

La MdEY a sollicité les établissements scolaires des villes concernées et notamment :

- Le lycée François Villon des Mureaux
- Le lycée Camille Claudel de Mantes la Ville
- Le Collège Magellan de Chanteloup les Vignes
- Le lycée International de St Germain en Laye
- Le Lycée agricole de Chambourcy – St Germain en Laye
- Le lycée Jean Baptiste Poquelin de St Germain en Laye
- Le Lycée des Côtes de Villebon à Meudon
(Ce dernier lycée a fait participer une délégation polonaise).

Tous les élèves qui ont travaillé sur ces thèmes n'ont pas pu être présents mais des travaux en amont et en aval ont été conduits par les équipes pédagogiques.

Les Chefs d'établissement et les professeurs ont été particulièrement satisfaits de la richesse des débats et sollicitent la MdEY pour d'autres interventions. La présence de plusieurs inspecteurs de l'Education Nationale montre combien ces actions avaient leur raison d'être. L'Europe devient une réalité dans la formation et notamment la formation professionnelle.

Les communes qui ont accepté et facilité l'organisation des débats sont les suivantes :

- Croissy sur Seine (salle municipale)
- Les Mureaux (Mairie)
- Mantes la Jolie (salle de l'Agora, municipale)
- Triel sur Seine (salle Grelbin, municipale)
- Andrésy (Mairie)
- St Germain en Laye (Lycée agricole)
- Chatou (salle de l'Eau vive, municipale)
- Versailles (Mairie)
- St Germain en Laye (Mairie)

Seule la Ville de Rambouillet qui s'était engagée s'est désistée pour des raisons électorales.

Les experts et intervenants

- **Laurence de Richemont** Chef de la Représentation Adjoint de la Commission Européenne à Paris,
- **Isabelle Carriat** expert auprès de la Commission européenne dans le domaine social, membre de Team Europe
- **Gérard Nafylian** Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la représentation de la Commission européenne en France,
- **Stefan Seiler**, assistant au département Europe de l'ENA
- **Marie-Françoise Savigny**, Maire adjointe des Mureaux, en charge des Solidarités
- **Stéphane Buffetaut**, Membre du Conseil Économique et Social Européen, ancien député européen et Maire adjoint de Versailles
- **Pierre Grison**, consultant en développement auprès des communes
- **Michael Boucher**, groupe Veolia Environnement Eau
- **Denis Fumery**, Agriculteur, membre de la Chambre d'Agriculture IDF
- **Xavier Jenner** Délégué Régional de la propriété forestière privée

- **Claude Fermon**, chercheur au CEA (Commissariat à l'Energie Atomique)
- **Dominique Begis**, directeur adjoint de l'Institut National de Recherche en Informatique et Automatique
- **Denis Decloquement**, directeur des relations du groupe France Telecom avec les collectivités locales d'Ile-de-France Ouest
- **Marie-Noële Sicard**, professeur en communication à l'université de Versailles Saint Quentin en Yvelines
- **Jacques LACAMBRE**, Président du Pôle de compétitivité MOV'EO
- **Serge GREGORY** appartient à la Direction des Relations Institutionnelles du Groupe PSA Peugeot Citroën.
- **Dr Hermann MEYER** est le Directeur de la Représentation de Volkswagen à Bruxelles
- **Jean-Claude VANNIER**, Responsable des filiales, des participations et de la politique de sous-traitance chez ASTRIUM (filiale d'EADS)
- **Jo PRIEUR** appartient à la Direction des Affaires Internationales de l'ONERA, l'Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales
- **Patrick PALUS**, chargé d'affaires projets d'EUREKA France (réseau intergouvernemental européen) est un ingénieur du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) mis à disposition d'EUREKA.
- **Gérard COQUERY** est Directeur de laboratoire des technologies nouvelles à l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité).

Ont introduit ou conclu les débats :

- **Emmanuel LAMY** maire de St Germain en Laye
- **René PRIOUX**, Conseiller Municipal chargé des questions européennes à Saint-Germain-en-Laye
- **Jean-Pierre HOULLEMARE** maire de Triel sur Seine
- **François GARAY**, maire des Mureaux
- **Hugues RIBAUT**, maire d'Andrézy
- **Michel VIALAY**, maire de Mantes la Jolie
- **Michel SEVIN**, maire-adjoint de Mantes la Jolie
- **Stéphane BUFFETAUT**, maire-adjoint de Versailles
- **Ghislain FOURNIER** vice-président du Conseil Général en charge des affaires sociales et ancien secrétaire général du Mouvement Européen France.

La présence d'experts de haut niveau a permis une grande qualité des échanges.

COMMUNICATION

De nombreux moyens de communication utilisés tout au long de cette année pour organiser les 9 débats ont été mis en oeuvre :

- **invitations personnalisées**
- **affiches** diffusées en grand nombre sur l'ensemble du territoire municipal et environs par les services municipaux
- **Communiqué de presse** transmis à la presse locale
- **Conférence de presse** organisée à Versailles avec Pierre Lequiller Président de la Maison de l'Europe des Yvelines (voir annexe 1),
- **Compte rendus** réalisés après chaque débat et mis à la disposition du public
- **Newsletter de la MdeY** lors de chaque parution trimestrielle les rencontres-débats étaient annoncées ou relatées (voir annexe 3)
- **Information sur le site de la MdeY**, les affiches, les compte rendus sont à la disposition des visiteurs du site.

Ci-après, en annexe 2 les dossiers classés par débat, présentant les pièces jointes.

Après le Plan 3D

- Intervention dans les établissements scolaires à la demande des professeurs
- Réalisation d'un ouvrage concernant la mise en œuvre et le résultat des débats
- Poursuite des relations créées à ces occasions et conduite de nouveaux projets européens notamment dans les municipalités qui ont accueilli les débats mais aussi vers de nouvelles communes qui se sont déjà manifestées.

EXTRAITS DES COMPTE RENDUS DES NEUF DEBATS

I

EMPLOI - CONDITIONS DE TRAVAIL - SANTÉ - RETRAITE

EXISTE-T-IL UNE POLITIQUE SOCIALE & DE L'EMPLOI POUR L'EUROPE ?

La première « rencontre-débat » a été organisée à Croissy-sur-Seine le 30 septembre 2006.

Les intervenants ont été des spécialistes des questions européennes :

- Ghislain Fournier vice-président du Conseil Général en charge des affaires sociales et ancien secrétaire général du Mouvement Européen France
- Isabelle Cariat, expert auprès de la Commission européenne dans le domaine social, membre de Team Europe
- Stefan Seiler, assistant au département Europe de l'ENA

Plan de la rencontre-débat :

- Caractéristiques de la politique sociale et de l'emploi par Isabelle Cariat
- Débat -1ère partie
- Présentation de deux réformes en cours en Allemagne par Stéfan Seiler
- Débat -2ème (et dernière) partie
- Suite donnée à cette rencontre-débat

**Des documents et un diaporama ont été proposés au public.
Un compte rendu détaillé est réalisé.**

Synthèse du débat :

Les préoccupations suivantes ont été exprimées lors de cette rencontre débat :

- 1- Avons-nous les moyens de faire perdurer notre système social français ?**
- 2- La mobilité ne risque-t-elle pas de le remettre en cause ?**

Proposition d'action :

A défaut d'harmoniser les systèmes sociaux, l'UE doit identifier et promouvoir dans les pays les « bonnes pratiques » sociales.

Ceci demande de *définir des outils de mesure communs*.

Souhait

Avoir une information plus concrète sur les mesures sociales européennes.

LES MUREAUX le samedi 18 novembre 2006, salle du Conseil à la Mairie de 10 h à 12h.

Le thème du débat est

« QUELLE POLITIQUE SOCIALE POUR L'EUROPE ? ».

Les intervenants sont des spécialistes des questions européennes :

- Marie-Françoise Savigny, Maire adjointe des Mureaux, en charge des Solidarités
Mme Savigny présente les réalisations faites dans la ville des Mureaux financées par des Fonds européens. Extrait de son intervention :

"Le soutien de l'Union européenne a commencé dès 1996 dans le cadre du programme URBAN 1, avec une identification des freins à l'emploi.

Le programme URBAN 2 porte sur un montant de 12 M € apportés par l'Europe C'est un programme de développement touchant à l'Economie, à la Solidarité et à l'Environnement, aussi bien en investissement qu'en fonctionnement.

Quelle philosophie ? L'Europe n'est pas d'abord un tiroir caisse, mais plutôt celle qui vient participer à des grands projets".

- Gérard Nafilyan, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la représentation de la Commission européenne en France,

Extrait de son intervention :

Il n'y a pas une « politique sociale » commune à l'ensemble de l'Union européenne ; seule la question de la mobilité des travailleurs au sein de l'Union a été prévue par le Traité de Rome.

A partir de 1985, J. Delors est intervenu pour la mise en place d'une certaine **cohésion** sociale. Cette cohésion demeure limitée : en matière sociale la règle des décisions demeure l'unanimité... et certains pays (notamment l'Angleterre) mettent leur veto lorsque des uniformisations sociales sont proposées. Sauf dans un domaine : la protection de la santé sur le lieu de travail, qui relève de votes à la majorité (Art. 118 et 119 du Traité de Maastricht), et qui a donc bien avancé.

On ne peut donc parler d'une politique sociale commune, mais seulement d'un **Espace social européen**.

Cette rencontre débat a eu lieu en présence de Monsieur François Garay, maire des Mureaux.

Extrait de son intervention :

Quelle place pour l'Europe dans le monde qui nous entoure ?

L'Europe : l'Europe monétaire est en avance sur le reste de la construction de l'Europe. Et cette avance se poursuit : par exemple, la mise en place du RIB européen (code IBAN) va faciliter les paiements par virements dans toute l'Europe.

Les Etats-Unis Ils dominent avec leurs fonds de pension. Ils savent très bien faire s'ouvrir les autres pays,

L'Asie (Chine, Inde,...) Elle est très intéressée par nos savoir-faire technologiques, pour les copier et les capter. Pour les Chinois, 2008 sera l'année des Jeux Olympiques, mais aussi une année qui doit marquer, un peu. Les JO de 1936 ont été une vitrine pour l'Allemagne.

L'Afrique : ce sont surtout les pays de l'Europe du Sud qui sont motivés pour coopérer avec les pays d'Afrique. Il faudrait sensibiliser les pays d'Europe du Nord, si l'on ne veut pas laisser toute la place à la Chine.....

Des élèves du Lycée François Villon des Mureaux ont présenté le résultat d'une enquête effectuée à ce sujet auprès des élèves du lycée.

Propositions du public :

- **utilisation de fonds européens : rendre plus visible leur affichage systématique sur les lieux des réalisations**
- **programmes pour les zones sensibles : augmenter la part de ces programmes dans le budget de l'Union**
- **protection de l'emploi dans l'Union : instaurer des domaines où sera imposée la préférence pour les biens ou services produits par des travailleurs de la communauté**

MANTES LA JOLIE le vendredi 24 novembre à Mantes de 20h30 à 22h 30.

« QUELLE POLITIQUE SOCIALE POUR L'EUROPE ? ».

Les experts sont :

- Stéphane Buffetaut, Membre du Conseil Économique et Social Européen

Extrait de son intervention, suite aux questions posées :

- **Je travaille dans un autre pays de l'Union ; un membre de ma famille tombe malade**

Il est couvert par la Sécurité sociale du pays où il travaille. Un ressortissant de la Communauté a droit à bénéficier de la couverture sociale à partir du moment où il travaille.

La Charte des droits fondamentaux prévoyait une CMU pour tous les ressortissants.

- Gérard Nafilyan, Professeur de droit communautaire, conseiller auprès de la représentation de la Commission européenne en France,

Extrait de son intervention :

Nous sommes dans une économie de marché ; c'est un fait, et notre rôle n'est pas de refuser ce fait.

On peut dégager quatre paramètres qui constituent la spécificité de **l'identité sociale de l'Europe** :

- l'économie est pour tous
- les travailleurs doivent se faire entendre dans le processus de décision
- chacun doit avoir la possibilité d'accéder aux services publics d'intérêt général
- dans un pays de l'Union, aucune nouvelle disposition communautaire ne peut venir réduire une protection qui est en place.

Michel Sevin maire-Adjoint : LE PROGRAMME EUROPEEN URBAN 2

Extrait de son intervention :

Entre 2001 et 2006, 13,078 Milliards d'€ ont été insufflés par l'Europe sur Mantes la Jolie.

Ces versements ont été assortis de financements complémentaires exigés par l'Europe, si bien qu'ils ont généré un total d'investissements de 40 milliards d'€ Ces 40 milliards ont permis de réaliser 40 actions qui ont été très bénéfiques pour Mantes.

Mantes fait partie des 9 sites qui ont été retenus pour corriger les différences (Mantes n'est pas Neuilly).

Un film a présenté le résultat d'une enquête effectuée par des élèves du Lycée Camille Claudel de Mantes la Ville auprès des élèves du lycée mais aussi auprès du grand public de Mantes la Jolie et Mantes la Ville.

Les deux villes bénéficient de la politique sociale de l'Europe par le moyen de Fonds Structurel européens. Elles sont donc des acteurs de cette politique sociale européenne.

Le débat s'est terminé sur un vote électronique pour pouvoir faire remonter trois propositions à la Commission Européenne.

Le cocktail qui a suivi, préparé par les élèves du lycée hôtelier de Mantes la Ville a permis la poursuite des échanges entre les élèves, les experts et les nombreux participants.

Propositions du public :

- **Instaurer 3 priorités d'investissements communautaires : RECHERCHE/INNOVATION ; ENVIRONNEMENT ; ENERGIE**
- **Mettre en place dans tous les pays de l'Union une CMU pour les ressortissants européens**
- **Encourager le maintien des seniors dans l'emploi ; retarder l'âge des départs à la retraite**
- **Accroître les domaines sociaux de compétence européenne, avec votes à majorité qualifiée**
- **Ne pas mentionner le pays d'origine dans les CV**

II

*DEFI DU CHANGEMENT CLIMATIQUE
PROTECTION DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITE
ENVIRONNEMENT ET SANTE
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET TRAITEMENT DES DECHETS*

QUELLE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE ?

Pollution de l'air et changement climatique – pollution de l'eau – milieu marin – utilisation durable des ressources , prévention et recyclage des déchets – les pesticides – la qualité des sols – l'environnement urbain – les nuisances sonores – protection de la nature – risques naturels et technologiques – coopération internationale

La première « rencontre-débat » a eu lieu le **10 février 2007 à Triel-sur-Seine**. Elle avait pour thème général

L'EAU – L'ENERGIE – LE RECHAUFFEMENT DE LA PLANETE

Cette rencontre-débat a eu lieu en présence de Monsieur le Maire Jean-Pierre Houllémare

Les spécialistes étaient :

- Stéphane Buffetaut, ancien député européen, Maire adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen)
- Pierre Grison, consultant en développement auprès des communes
- Michael Boucher, groupe Veolia Environnement Eau

Les intervenants à ce débat ont souligné l'implication de l'UE dans les domaines de la pollution de l'eau et de l'air et les conséquences indéniables sur la biodiversité et le réchauffement de la planète. Une série de directives imposant des résultats selon des échéanciers a été mise en place au niveau européen mais chaque pays vote sa propre législation et propose son propre échéancier. De plus, le principe du « pollueur=payeur » est difficile à appliquer car l'enjeu économique est très important. Pourtant, chacun, qu'il soit industriel, commerçant ou simple citoyen est concerné.

Des mesures sont prises segment par segment, dans le respect des objectifs globaux. La pollution ne s'arrête pas aux frontières, d'où la nécessité de mettre en œuvre une stratégie européenne et mondiale (cf. Protocole de Kyoto).

Aujourd'hui, la question de l'environnement est au cœur des débats politiques et les citoyens sont de plus en plus conscients de l'évolution très rapide de cette situation. L'avenir des générations futures étant en jeu, le public présent au débat suggère :

Propositions du public :

- | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">- Imposer sa prise de conscience et sa volonté d'informer et de former les individus sur le sujet- Mettre en place localement des actions visant à améliorer l'état des eaux fluviales et à réduire les gaz à effet de serre (dans le logement, les transports...)- Encourager au niveau national toutes les initiatives visant à développer les biotechnologies et les biens durables non polluants- Utiliser plus largement les médias pour ces différentes actions et promouvoir les spots publicitaires, visant à montrer les effets néfastes de la pollution. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

La seconde « rencontre-débat » a eu lieu le **10 mars 2007 à Andrésy** et portait sur le thème :
RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET AGRICULTURE

Elle a eu lieu en présence de Monsieur le Maire Hugues Ribault

Un compte rendu détaillé a été rédigé
Les intervenants étaient :

- Pierre Grison, consultant en développement auprès des communes

Extrait de son intervention sur le thème du « Réchauffement climatique » :

La France produit relativement peu de gaz carbonique du fait de son programme pour l'énergie nucléaire, alors que l'Allemagne, traditionnellement active sur les énergies fossiles, est un gros consommateur. Par ailleurs, le secteur des transports augmente également beaucoup ainsi que les besoins en énergie pour le résidentiel et le tertiaire (en dépit de normes techniques de plus en plus strictes).

Les scientifiques prévoient que si on ne fait rien, l'amplitude du réchauffement climatique se situera entre 5° et 8° sur la planète, ce qui rendra de nombreuses zones désertiques et impliquera éventuellement des phénomènes redoutables comme l'inversion du *golf stream*.

- Denis Fumery, Agriculteur, membre de la Chambre d'Agriculture IDF répond entre autre, à la question du public :
Pourquoi ne développe-t-on pas l'huile de tournesol ?

Denis Fumery, agriculteur intervenant dans ce débat, explique qu'il en a cultivé jusqu'en 1992, date de la réforme de la PAC. La nouvelle Politique Agricole Commune s'est accompagnée d'une chute des prix à la production. Denis Fumery a donc arrêté cette culture et s'est tourné vers celle du colza.

La question des biocarburants est débattue depuis longtemps au Salon de l'Agriculture. Pierre Grison précise que l'Europe n'impose pas de limites à l'utilisation du diesel, mais du fait qu'aucune taxe n'est exigée sur les biocarburants, il se demande si les pays sont prêts à se passer des taxes. Le problème majeur est celui des taxes sur les carburants.

Actuellement, le diesel comporte 3% de biocarburant. D'ici 2009, selon une directive européenne ce pourcentage sera porté à 5%.

Propositions du public :

- | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">- Favoriser la recherche sur l'automobile- Développer le chauffage renouvelable- Mettre en place des poubelles pour papier dans les établissements scolaires- Mettre en place dans les collectivités locales et plus largement dans les nouveaux logements les énergies renouvelables comme le solaire, les isolants de haute qualité environnementale à moindre coût. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le « grand débat » a eu lieu le **27 avril 2007** au **Lycée Agricole de Chambourcy** et son thème était

NATURE FORET BIODIVERSITE.

Le choix du lieu n'était pas anodin, puisque des élèves du Lycée international et du Lycée agricole, très impliqués dans cette thématique, ont posé des questions très pertinentes.

Intervenants : Xavier Jenner Délégué Régional de la propriété forestière privée

- **Xavier Jenner** explique à l'aide d'un diaporama les actions de l'office régional de la propriété forestière privée. Une analyse pointue est faite régulièrement pour tenir compte de l'évolution de la nature des végétaux sur le secteur. Celle-ci permet de recenser le taux de feuillus et de résineux, de comptabiliser les surfaces boisées et d'analyser le devenir de chaque type de bois (bois de construction, bois de chauffage, chasse..).

Xavier Jenner présente succinctement la réglementation en vigueur. Il existe un document d'orientation pour protéger la forêt. *Natura 2000*. Celui-ci a été mis en place en 1995 par la Commission européenne et se compose d'une directive Habitat et d'une directive Oiseaux. Ce programme européen impose des contraintes aux pays signataires visant à l'équilibre des régions en terme d'environnement.

- **Stéphane Buffetaut**, ancien député européen, Maire adjoint de Versailles et membre du CESE (Comité Economique et Social Européen) ;

En tant que deuxième intervenant du débat, il apporte des précisions sur le thème de la **biodiversité**.

Le changement climatique est connu mais l'Union européenne craint également la perte de la biodiversité tant pour la flore que pour la faune. Elle constate également un autre phénomène : l'invasion de nouvelles espèces qui tuent.

L'objectif de l'Union européenne est d'enrayer la baisse de la biodiversité d'ici 2010.

Force est de constater que le développement économique a entraîné le déclin des écosystèmes avec :

- un impact sur l'agriculture
- un impact sur le pétrole (provenant des bois fossiles)
- une régulation du cycle de l'eau
- une régulation du climat.

Au sein de l'Union européenne, on craint fortement :

- l'utilisation inconsidérée des sols (étendue des zones urbaines) et la menace que les terrains ne sont plus aussi perméables à l'eau
- l'épuisement des sols
- l'abandon de la culture des sols, d'où une dégradation

Après de très nombreuses questions du public les propositions suivantes ont émergé :

- **Sensibiliser sur les économies d'énergie en expliquant pourquoi, instruire les anciennes générations qui n'ont pas été formées aux économies d'énergie et imposer des limitations de chauffage pour les logements de manière automatique**
- **Imposer des taxes sur les voitures entrant dans les grandes agglomérations (de même réduire l'utilisation des 4x4 en ville)**
- **Valoriser et faire connaître la filière « biodiversité - écologie » dans les universités**
- **Améliorer la gestion de l'éclairage public**

III

QUELLE POLITIQUE DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE POUR L'EUROPE ?

Santé - alimentation, agriculture et biotechnologie - technologies de l'information et de la communication - nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production - énergie-environnement (changements climatiques inclus) - transports (aéronautique incluse) - sciences socio-économiques et humaines - sécurité et espace-énergie de fusion – fission nucléaire et radioprotection

1^{er} Débat

L'Europe et la recherche dans le domaine de la santé Chatou le 23 mai 2007

Claude Fermon, chercheur au Commissariat à l'Energie Atomique,

présente le CEA, créé juste après la seconde guerre mondiale afin d'assurer l'indépendance militaire de la France.

De nos jours, le CEA est divisé en 3 grandes entités:

- La direction des applications militaires
- Un groupe industriel
- Un institut de recherche civile regroupant 15 000 personnes.

Le CEA a permis la création de nombreuses entreprises liées au secteur de la recherche, dans les domaines de la biologie, de la chimie et de la physique.

En tant qu'institut de recherche, il participe au 7^{ème} programme cadre de la recherche établi pour la période 2007-2013 et a un rôle important dans certaines des 9 priorités définies par l'Europe.

En particulier, le CEA est très impliqué, la priorité santé de l'Europe qui a un budget sur 5 ans important permettant d'atteindre des résultats concernant les :

- Biotechnologies, outils et instrumentation pour la santé.
- Etudes sur les grandes maladies (cancer, dégénérescence du cerveau, maladies cardiovasculaires, SIDA et maladies virales, maladies rares)

- Le chercheur du CEA expose l'apport de l'Europe dans tout ce travail de recherche. Son premier programme européen a débuté en 1994, date à laquelle le CEA développait des projets de recherche au niveau national. Aujourd'hui, tous les programmes sont le fruit d'une collaboration très active entre différents partenaires et différents pays. Cela a de nombreux avantages. Le regard extérieur est très bénéfique et la façon de travailler des partenaires étrangers enrichit beaucoup les programmes.

En résumé, l'Europe apporte un soutien financier suffisamment important pour :

- Faire travailler les équipes au niveau européen.
- Lier les entreprises en particulier les PME aux organismes de recherche.

Ce soutien a permis à des pays de devenir leader sur certains marchés, comme la Finlande avec ses techniques d'imagerie médicale.

De nombreuses questions ont été posées au chercheur :

1. Quelles ont été les grandes étapes pour le passage de la pensée « française » à la pensée
2. « européenne »
3. Comment sont organisés les projets ?

4. Quelle évolution souhaiteriez-vous au niveau européen ?
5. Quelle est la situation de l'Europe par rapport au monde ?
6.

Les réponses apportées par Claude Fermon ont pleinement convaincu le public présent.

Denis Decloquement, directeur des relations France Telecom avec les collectivités locales d'Ile-de-France Ouest

L'intervenant insiste sur la part importante du groupe France Telecom pour son département Recherche & Développement. La société recense 3900 chercheurs, basés principalement en France mais également en Europe et sur les continents américains et asiatiques. Des partenariats européens sont recherchés afin de faire aboutir les projets du groupe.

Trois constats sont rappelés :

budget européen alloué au secteur de la santé varie de 10 % à 15 % du produit intérieur brut européen et augmente de 7% par an

- d'ici 2010, 25% de la population aura 60 ans et plus, ce qui imposera aux états de renforcer le maintien à domicile

- les maladies chroniques (telles que le diabète et l'hypertension) coûtent de plus en plus cher.

Devant ces constats, France Telecom recherche de nouvelles technologies visant à accompagner ces évolutions.

Aujourd'hui, les objectifs à atteindre sont :

- Amélioration des usages au quotidien
- Lancement d'une nouvelle gamme de solutions concernant la gestion des maladies chroniques à distance (hypertension, diabète) *
- Soins à domicile et dossier médical électronique

* : le CEA et France Telecom ont travaillé ensemble pour développer des systèmes d'alerte en cas d'hypertension et de diabète.

Une série de questions fait suite à l'exposé de Denis Decloquement.

- 1) Quels sont les risques pour l'individu concernant l'implantation des antennes mobiles proche des habitations ?
- 2) Peut-on considérer comme progrès pour la santé, le fait de pouvoir utiliser son téléphone portable comme écran de télévision ?
- 3) Les expérimentations faites pour l'aménagement de l'hôpital du futur (ex CHU Nancy) vont-elles pouvoir être proposées dans d'autres régions ?
- 4)

Les échanges avec les deux experts auraient pu se poursuivre encore longtemps, tant l'intérêt était grand.

Propositions du public pour la Commission Européenne

- **Lier la recherche aux exigences de l'évolution démographique en matière de santé**
- **Viser à une harmonisation des taux d'équipements hospitaliers dans les différents pays européens**
- **Augmenter le budget lié à la recherche sur les maladies dégénèrescentes**

2^{ème} Débat

L'Europe et la recherche dans les Technologies de l'Information et de la Communication

31 mai 2007
Salons de l'Hôtel de Ville de Versailles

Stéphane Buffetaut Maire Adjoint accueille le public, venu très nombreux, dans les salons de l'Hôtel de Ville de Versailles,

Extraits des interventions

Regina Lecointe, Secrétaire Générale de la Maison de l'Europe des Yvelines, organisatrice des débats 3D. Elle remercie l'assemblée de s'être déplacée pour cette rencontre, et en particulier tous les jeunes présents dans la salle (Collège de Chanteloup les Vignes, Lycée International de Saint Germain en Laye, Lycée professionnel Les Côtes de Villebon de Meudon la Forêt).

Laurence de Richemont

Chef de la Représentation Adjoint de la Commission Européenne à Paris, remercie Regina Lecointe d'avoir présenté le programme Débat Dialogue Démocratie, initié par l'institution suite au référendum constitutionnel de 2005 ainsi que Stéphane Buffetaut pour son accueil dans l'Hôtel de Ville de Versailles et pour son rappel de la commémoration du 50^{ème} anniversaire des Traités de Rome le 25 mars dernier.

Grâce à la réconciliation franco allemande aux lendemains de la seconde guerre mondiale et aux Traités de Rome, la construction d'une Europe politique et économique a été rendue possible.

L'objectif du "Plan D" (Démocratie, Dialogue et Débat) est de permettre aux institutions européennes de renouer un lien, avec les citoyens européens, au-delà des seuls débats entre les chefs d'état.

L'opinion des citoyens sur la construction européenne doit être prise en compte. L'association organisatrice du débat est remerciée à ce titre pour son travail de mise en relation des citoyens avec la Commission Européenne et la Représentation se félicite d'avoir pu cofinancer ce projet.

Concernant le thème spécifique abordé ce jour, elle précise que la Commission Européenne souhaite donner la priorité à une Europe de la connaissance.

Dominique Begis

En tant que directeur adjoint du centre de recherche Paris - Rocquencourt de l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et Automatique), Dominique Begis décrit les sciences des technologies de l'information et de la communication (STIC) développées par cet institut. Ces nouvelles technologies ont une interaction forte avec tous les autres domaines scientifiques

Cet institut de recherche, dédié aux Sciences et Technologies de l'Information et de la Communication, joue un rôle déterminant dans les domaines suivants :

- Réseaux, télécoms et multimédia
- Systèmes et logiciels complexes
- Modélisation, simulation et visualisation

Denis Decloquement

En tant que directeur du groupe France Telecom des relations avec les collectivités locales d'Ile-de-France Ouest, Denis Decloquement présente le pôle Recherche&Développement de l'entreprise France Télécom. Le département R&D, basé à Issy les Moulineaux (Hauts de Seine), rassemble 3900 chercheurs et se prévaut à ce jour de 8462 brevets. Il dispose de deux

laboratoires en Europe (Varsovie- Londres) et cinq dans le reste du monde (San Francisco- Boston-Tokyo-Séoul et Pékin).

Concernant le taux de raccordement au réseau haut débit, on dénombre en France plus de 13 millions de lignes raccordées tout opérateur confondu. Le retard des années 90 s'est estompé et place la France dans le peloton de tête des pays européens dans le déploiement de cette technologie.

L'Union Européenne a souhaité une large ouverture à la concurrence. Cette exigence a encouragé le groupe à investir pour le très haut débit (grâce à l'utilisation de la fibre optique).

Marie-Noële Sicard

Professeur en communication à l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, Marie-Noële Sicard explique comment utiliser au mieux ces nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Pour cela, elle fait deux observations :

1. sur le plan politique : les TIC renforce l'espace « inter-connaissances » au niveau de l'Europe et permet d'instaurer des dialogues européens plus féconds (on peut citer la bibliothèque numérique, les médias, les blogs...) avec des possibilités élargies de débats citoyens.

L'enseignante universitaire souligne que la construction européenne est l'affaire de chacun d'entre nous. Cette prise de conscience, cet état d'esprit conduiront à un sentiment d'appartenance à la communauté européenne.

2. sur le plan culturel : les TIC permettent
 - la transmission des savoirs
 - la compréhension mutuelle
 - la connaissance des différences européennes
 - la prise en compte de la richesse européenne (qui contribue à la lutte contre les suprématies)

Stéphane Buffetaut, membre du CESE est l'auteur de plusieurs rapports sur le projet Galiléo, nom attribué au projet européen, visant à détrôner le système GPS qui nous vient des Etats-Unis. Ce projet touche le domaine de l'Europe spatiale et s'appuie sur l'Agence Spatiale Intergouvernementale Européenne.

Actuellement, la majorité des pays utilisent le GPS ; il s'agit d'un monopole américain financé principalement par l'armée américaine. Cela implique un certain risque de dépendance vis-à-vis du continent américain.

L'idée de se prémunir contre cette menace est donc née au sein de l'Union Européenne. Stéphane Buffetaut mentionne que les applications de Galiléo sont nombreuses dans les transports.

L'usage de ce système n'est que civil et les pays européens ont des opinions divergentes sur la possibilité d'ouvrir le système à des applications militaires. La France et l'Italie sont pour, tandis que la Suède est contre.

Le rapporteur du CESE conclut qu'il est primordial de réussir le projet Galiléo, qui est une réalisation emblématique de la capacité européenne à se hisser à la pointe des technologies.

Propositions du public pour la Commission européenne

- | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I. Développer les nouvelles technologies pour compenser la pénurie en pétrole |
| II. Protéger les citoyens européens sur les contenus des informations circulant via internet |
| III. Simplifier la visibilité des programmes européens aux yeux des citoyens européens |

3ème et dernier débat :

L'Europe : recherche et innovation dans l'automobile et l'aéronautique

27 septembre 2007

Salle Multimédia de l'Hôtel de Ville de Saint-Germain-en-Laye

La discussion entre la salle et les intervenants réunis a permis de recueillir les réflexions liées à ce thème en matière d'environnement, de recherche & développement et d'emploi.

L'animateur précise que le public est le premier acteur de cette rencontre, puisqu'il est invité à poser ses questions et à faire ses propositions sur les thèmes débattus, propositions que la Maison de l'Europe des Yvelines se chargera de transmettre à la Commission européenne.

EXTRAITS DES INTERVENTIONS

Mr le Maire, **Emmanuel LAMY**, qui accueille ce débat au sein même de la Mairie exprime de chaleureux remerciements à la Maison de l'Europe des Yvelines pour avoir choisi la ville de Saint-Germain-en-Laye comme lieu pour cette rencontre d'une grande importance, tant par la qualité des intervenants présents que par celle des jeunes lycéens et enseignants des établissements scolaires représentés ce soir, Monsieur le Maire précise que l'Europe a des objectifs porteurs et se prévaut déjà de réalisations concrètes.

Regina LECOINTE, Secrétaire Générale de la Maison de l'Europe des Yvelines, remercie la ville de Saint-Germain-en-Laye pour sa collaboration et les participants à ce débat. Puis elle rappelle l'appartenance de l'association à une Fédération Française des Maisons de l'Europe, dont les objectifs principaux sont l'information, la formation sur l'Europe ainsi que la sensibilisation (contacts et échanges) au niveau européen tant sur le plan économique que culturel. L'association apporte un soutien à tous les jeunes qui souhaitent monter un projet européen.

L'obtention de l'aval de la Commission européenne sur le projet « L'Europe vue depuis les Yvelines » a donc permis à la Maison de l'Europe des Yvelines de sillonner le département au fil des neuf débats proposés dans trois thèmes majeurs :

- L'Europe sociale
- L'Europe et l'environnement
- L'Europe et la Recherche & Développement.
-

Jacques LACAMBRE, Président du Pôle de compétitivité MOV'EO.

Le pôle de compétitivité MOV'EO est un dispositif français à vocation internationale. Il travaille dans le contexte des programmes de recherche européens. En effet, en matière de recherche, il est indispensable de parler de partenariats avec les autres pôles de compétitivité. Un diaporama rappelle les grandes lignes de MOV'EO :

- tout d'abord le slogan « *Des automobiles & transports collectifs sûrs pour l'homme et son environnement* »
- le territoire où est implanté MOV'EO (Basse-Normandie, Haute-Normandie et Ile-de-France) avec pour objectif principal de préparer l'emploi de demain.

Serge GREGORY appartient à la Direction des Relations Institutionnelles du Groupe PSA Peugeot Citroën.

A ce titre, il suit les opérations R&D en relation avec les pouvoirs publics.

Les activités R&D et innovation du Groupe PSA sont concentrées en Ile-de-France et en Franche-Comté ; elles représentent environ 4,5% du chiffre d'affaires. En ce qui concerne la recherche pré-compétitive et coopérative, on dénombre actuellement 22 projets faisant partie du Programme Cadre de recherche et développement communautaire (PCRD). En moyenne,

le Groupe PSA participe pour environ 10 à 15% à ces projets (participation globale d'environ 200 millions d'euros).

Serge GREGORY précise qu'il existe également des projets nationaux, comme ceux du PREDIT, complémentaires aux projets européens. Il s'agit là d'un programme de recherche national sur les transports terrestres.

Dr Hermann MEYER est le Directeur de la Représentation de Volkswagen à Bruxelles.

Il fait savoir à l'assemblée présente son plaisir d'intervenir dans le cadre de ce débat devant toutes les générations rassemblées. Son rôle au sein de la Représentation Volkswagen consiste à informer le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission européenne sur leur position vis-à-vis des législations à venir concernant l'environnement, la sécurité, les affaires sociales ou le commerce international. Au moyen d'un exemple concret, il explique la démarche de Volkswagen. La protection du climat et la réduction des émissions de CO2 sont au centre de toutes les discussions de la Commission, du Parlement et du Conseil de l'Union européenne

Jean-Claude VANNIER, Responsable des filiales, des participations et de la politique de sous-traitance chez ASTRIUM (filiale d'EADS), présente la 3^{ème} société mondiale et 1^{ère} société européenne de la filière spatiale.

Alexis BAKONYI, animateur du débat, rappelle que, le jour même, EADS inaugurerait un centre de recherche (missiles, défense) à Elancourt dans les Yvelines.

ASTRIUM consacre ses activités principalement dans les domaines suivants :

- lanceur spatial,
- force de dissuasion française (Missiles balistiques),
- satellite de communication et d'observation de la Terre,
- station spatiale internationale,
- exploration planétaire.

Jo PRIEUR appartient à la Direction des Affaires Internationales de l'ONERA, l'Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales qui est un établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1946 et placé sous la tutelle du Ministère de la Défense.

Cet établissement emploie plus de 2000 personnes, dont 1200 techniciens spécialisés. Ses domaines d'activité sont :

- orientation et conduite de la recherche dans le secteur aérospatial,
- transfert technologique dans le cadre national et européen,
- mise en œuvre du parc de souffleries le plus important d'Europe (exemple : pour Airbus),
- fourniture d'actions d'expertise,
- formation d'étudiants.

Et ses domaines d'intervention sont :

- avions civils, militaires,
- hélicoptères,
- systèmes orbitaux,
- transport spatial (avec entre autres, un partenariat avec EADS).

Patrick PALUS, chargé d'affaires projets d'EUREKA France (réseau intergouvernemental européen) est un ingénieur du Ministère de l'Ecologie, du

Développement et de l'Aménagement Durables (MEDAD) mis à disposition d'EUREKA.

Contrairement à tous les autres intervenants, Patrick PALUS n'appartient pas à un organisme de recherche. Il travaille pour un organisme facilitateur, initiateur, son rôle étant de « coacher » les chefs de projets qui veulent monter des projets en partenariat pan-européen.

Il s'agit d'une initiative intergouvernementale orientée marché et basée sur une coordination transnationale. Cela ne répond pas à un programme imposé : ce sont les gens impliqués qui décident de ce qu'ils veulent faire. On compte actuellement environ 200 projets par an et un total de 2000 projets depuis 1985. A ce sujet, Patrick PALUS rappelle l'importance de la présidence d'EUREKA et de l'Union européenne au même moment par la Slovénie à partir du 1^{er} janvier 2008.

Gérard COQUERY est Directeur de laboratoire des technologies nouvelles à l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité).

Il s'agit d'un petit établissement public à caractère scientifique et technologique (comme le CNRS, qui est un grand établissement). Ses différents centres se trouvent à Lille, en Ile-de-France, à Lyon, à Salon de Provence et à Marseille.

Cet institut de recherche se consacre plus particulièrement aux transports, à la sécurité, à la mobilité et à l'usage des réseaux de transports, à la durabilité des transports (consommation et impacts environnementaux). L'INRETS focalise ses travaux sur les questions de verrous technologiques.

Questions du public :

- 1) Pourquoi les intervenants présents, à l'exception de Patrick PALUS d'EUREKA, n'ont-ils pas expliqué ce que l'Europe leur a apporté par rapport à leurs activités propres ? Est-il possible de montrer la valeur ajoutée de l'Europe en matière de Recherche & Développement ?
- 2) Pour ce qui est de l'hydrogène, quels sont les engagements de vos organisations en ce qui concerne la recherche européenne ?
- 3) L'Europe est-elle prête à suivre une politique autre que celle du « tout pétrole » d'un point de vue politique ?
- 4) Il est regrettable de constater qu'aucun constructeur européen, en dehors de Volkswagen, ne propose de véhicule adapté pour les personnes à mobilité réduite désirant se déplacer en toute autonomie. Pourquoi n'y a-t-il aucun choix ?
- 5) Devant le constat du développement du transport de masse (par exemple l'Airbus A380 est le plus gros avion permettant de transporter des effectifs importants), on s'interroge sur l'existence d'études en matière d'utilisation de l'énergie solaire pour l'aéronautique. Qu'en est-il à l'heure actuelle ?
- 6)

De très nombreuses questions ont été posées et toutes les réponses sont précisées dans le rapport de la rencontre-débat joint.

Propositions du public pour la Commission européenne

- I. Mettre en place une réglementation fiscale concernant les véhicules tout terrain**
- II. Optimiser les moteurs hybrides sur l'ensemble des véhicules**
- III. Réhabiliter les anciennes voies ferroviaires pour le transport des marchandises**
- IV. Augmenter la part des informations européennes sur les médias existantes**
- V. Réviser la législation portant sur l'assurance automobile en France**
- VI. Sortir les dépenses de R&D du déficit public**

Globalement :

Pour l'ensemble des débats animés par un journaliste, les intervenants ont apporté leur éclairage en la matière et répondu aux questions du public. A l'issue des débats, les propositions formulées par le public seront transmises aux Institutions Européennes selon les objectifs du projet déposé.

Un ou plusieurs établissements scolaires des villes où se sont déroulés les débats, ont été sollicités pour préparer et participer aux manifestations. Des travaux et des discussions très intéressants ont eu lieu dans les classes. Ils ont donné lieu à un prolongement pédagogique (articles de presse, exposés, mémoire pour examen....)

Le public était très diversifié tant au niveau de l'âge, des catégories socio-professionnelles que des actifs ou retraités. De nombreux contacts se sont noués entre les participants et de nouveaux projets sont en cours d'élaboration, c'est ce que l'on peut appeler "l'essaimage".

L'organisation de toutes ces manifestations par la MAISON DE L'EUROPE DES YVELINES a permis :

- De faire reconnaître les activités de la MdEY et de renforcer sa notoriété dans le Département et la Région
- De montrer tous les aspects positifs de l'action européenne
- De faire souvent découvrir le rôle des Institutions Européennes
- De provoquer des échanges entre les experts et « madame ou monsieur TOUT LE MONDE »

En conclusion

Le projet a été mené à son terme, il apporte beaucoup de satisfactions tant à l'équipe organisatrice de la MAISON DE L'EUROPE DES YVELINES qu'aux divers acteurs participants, il s'agit des équipes municipales accueillantes, des experts intervenants et surtout des présents actifs et intéressés aux 9 débats.

Une brochure de 40 pages concernant ces débats sera produite par la MdEY et fera l'objet d'une large diffusion dans les établissements scolaires et dans les municipalités. Elle sera remise également lors des nombreuses manifestations publiques de la MdEY.

Les nombreuses photographies prises au cours des débats seront reprises dans des diaporamas et présentées au public.

Une question essentielle se pose : Comment seront prises en compte par la Commission européenne les propositions du public car la MdEY souhaiterait pouvoir rendre compte auprès du public.